



CdC/RN Ituri

Cadre de Concertation sur les Ressources Naturelles

PLANETE ENERGIE RDC



Deuxième édition

DECEMBRE 2025

CADRE DE CONCERTATION SUR LES RESSOURCES NATURELLES (CdC/RN)

Une voix citoyenne engagée pour une gouvernance responsable de l'énergie en RDC Qui sommes-nous ? Le CdC/RN est une plateforme regroupant les organisations de la société civile œuvrant pour la gestion durable, transparente et inclusive des ressources naturelles. Depuis sa création, le CdC/RN milite pour que les ressources naturelles profitent à toutes les communautés.

Nos actions dans le secteur de l'énergie :

- Collecte et diffusion d'informations sur l'accès à l'électricité en milieu urbain et rural.
- Plaidoyers pour la décentralisation énergétique et l'inclusion des femmes et jeunes.
- Suivi citoyen des projets de production, transport, distribution et commercialisation de l'énergie.
- Sensibilisation des communautés sur les droits énergétiques.
- Appui à la transition énergétique juste et équitable.
- Appui à la planification énergétique inclusive et intersectorielle.

Nos contributions majeures :

- Organisation de dialogues multi-acteurs sur la gouvernance du secteur de l'énergie
- Production de rapports sur l'accès à l'énergie en Ituri, Tshopo, Haut-Uélé et Bas-Uélé
- Accompagnement des initiatives communautaires d'électrification
- Membre actif du réseau Mwangaza, pour une énergie inclusive
- Renforcement de capacités des parties prenantes.

Rejoignez-nous dans notre lutte pour une énergie accessible, durable et juste pour tous !

Contact : info@cdernituri.org / +243 813 014 336

Bunia, RDC Suivez-nous sur :

Facebook : CdCrn Ituri / YouTube : CdC RNSite / web : cdernituri.org

Introduction

La République Démocratique du Congo, dotée d'un immense potentiel énergétique, continue de faire face à d'importants défis en matière d'accès à l'électricité, d'infrastructure et de gouvernance du secteur. Cette deuxième édition du magazine Planète Énergie RDCs'inscrit dans la continuité de l'effort de documentation, de sensibilisation et de plaidoyer en faveur d'un développement énergétique inclusif, durable et équitable. Elle revient sur les principales dynamiques enregistrées entre juillet et décembre 2025, en mettant en lumière les projets majeurs, les réformes, les défis persistants et les voix des communautés concernées.

Contexte énergétique en RDC (juillet – décembre 2025)

Au cours du deuxième semestre 2025, le secteur de l'énergie en RDC a été marqué par des avancées significatives, mais aussi des réalités contrastées selon les régions. Des projets tels que l'accélération des travaux de la centrale Inga III, la poursuite des programmes d'électrification rurale par l'ANSER et le déploiement de solutions solaires par des entreprises privées comme Nuru ou Bboxx ont illustré l'engagement vers des alternatives plus durables. Parallèlement, plusieurs zones du pays, notamment en Ituri, au Kasai et au Nord-Kivu, restent confrontées à un déficit criant d'infrastructures et de maintenance, impactant des foyers, des écoles et des structures de santé. Les coupures prolongées dans certaines villes, les problèmes de gestion des mini-réseaux, ainsi que la dépendance encore forte au bois-énergie témoignent des écarts persistants dans l'accès à une énergie fiable. Des efforts de plaidoyer, comme ceux portés par la société civile à travers des cadres comme le CdC/RN, continuent de jouer un rôle essentiel pour faire remonter les besoins réels des communautés.

Objectif de la 2e édition du Magazine Cette édition vise à :

- Documenter les faits marquants du secteur énergétique en RDC durant le second semestre 2025;
- Valoriser les initiatives communautaires et innovations locales;
- Analyser les politiques et interventions publiques en matière d'énergie;
- Offrir un espace de parole aux acteurs engagés dans la transition énergétique (société civile, institutions, entreprises, citoyens);
- Renforcer la sensibilisation autour des enjeux d'accès équitable à l'énergie et de durabilité.

Sommaire

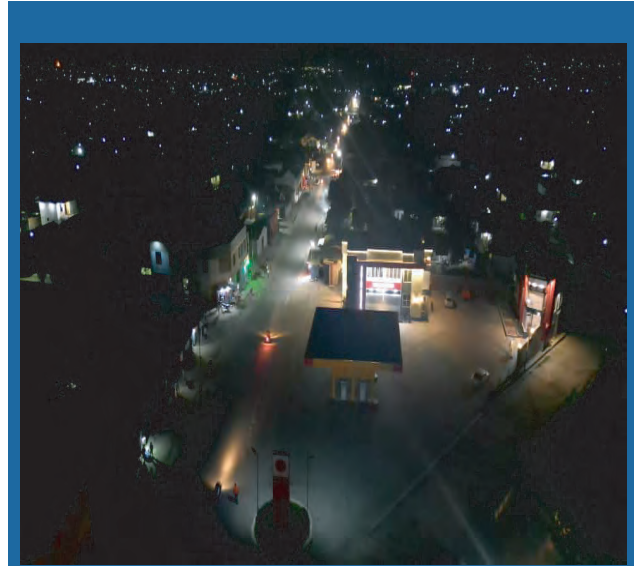
INTRODUCTION	-----	1
LANCEMENTS & PROJETS	-----	3
ÉNERGÉTIQUES		
GOVERNANCE & CADRE	-----	4
LÉGAL		
PLAIDOYERS &	-----	7
REVENDEICATIONS		
ESPACE PUBLICITAIRE	-----	10
TÉMOIGNAGES ET TERRAIN	-----	11
ANALYSE ET PERSPECTIVES	-----	12
CONCLUSION	-----	13



Lancements & projets énergétiques

Mise en service de barrages hydroélectriques et nouveaux sites ou infrastructures électriques

Lorem ipsum Lorem ipsum KSSK Vers la fin des coupures du courant électrique en ville de Bunia: la ville de Bunia, dans l'est de la République démocratique du Congo, s'achemine vers une amélioration notable de sa fourniture en électricité. La centrale hydroélectrique de Budana, gérée par Greentech Energy, a atteint une capacité de production de 7 mégawatts, un niveau jugé suffisant pour couvrir l'ensemble des besoins énergétiques de la ville. Ces performances sont le résultat d'importants travaux de synchronisation des deux turbines de la centrale, peut-on lire sur www.actu-service.net le 10 Septembre 2025.



La Banque mondiale relance le projet de construction du méga barrage Inga III malgré les inquiétudes : à en croire l'article publié le 7 juillet 2025 par www.business-humanrights.org, La Banque mondiale a récemment approuvé un financement initial de 250 millions de USD pour un projet controversé de construction d'un mégabarrage, Inga III, en République Démocratique du Congo. Une décision qui inquiète les organisations de la société civile.



Kasai Central : la centrale hydroélectrique de Mbombo à l'arrêt : selon un article publié par finance-cd.com, en date du 23 Septembre 2025, la promesse faite par le président Félix Tshisekedi, le 24 décembre 2024 à Kananga, d'assurer le lancement effectif et le financement de la centrale hydroélectrique de Mbombo, tarde à se concrétiser. Neuf mois après cette annonce, aucun signe tangible n'atteste de l'avancement du projet. Depuis avril 2025, toutes les entreprises engagées ont suspendu leurs activités, faute de financement. Aucun centre du Kasai central ne fonde plus d'espoir sur ce projet, et l'ANSER n'a publié aucune communication officielle pour éclairer l'opinion.



Lancement de mini-réseaux solaires

Kasaï-Central : ANSER obtient un espace pour la construction d'une centrale solaire d'un Mégawatt à Kananga : selon rtnc.cd, dans son article publié le 11 septembre 2025, des solutions palliatives d'électrification de la ville de Kananga sont en chantier pour atténuer la forte demande en énergie électrique avant la matérialisation de grands projets dont les barrages de Katende et de Mbombo. Le site choisi est le parc situé entre le Gouvernorat et la mairie de Kananga, dans les abords du Rond-point Mukenge Shabantu.



Vers une électrification des milieux ruraux dans le Kongo Central : le 24 octobre 2025, l'Autorité de Régulation du secteur de l'Énergie, ARE, remis officiellement un avis conforme à SATTELINTERNATIONAL pour une licence de production d'une centrale solaire de 6 MWc avec stockage à Luozi, dans la province du Kongo-Central, destinée à alimenter plus de 7 500 ménages



Rubrique 2 : Gouvernance & cadre légal

Nouvelles lois ou décrets en lien avec l'énergie

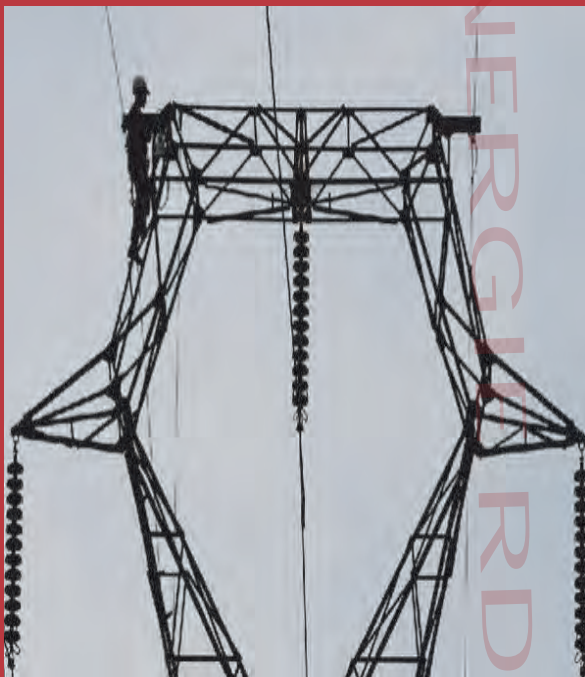
Guy Loando s'est engagé à assurer un suivi rigoureux du projet de loi relatif au barrage Inga : selon Barick Buema, le ministre des Relations avec le Parlement a tenu une séance de travail avec son collègue des Ressources hydrauliques et électriques. A en croire l'article publié le 25 septembre 2025 par afriliks.com, ils ont fait le point sur l'avancement du projet de loi relatif au barrage Inga, inscrit à l'agenda législatif du gouvernement. À l'issue des échanges, Guy Loando s'est engagé à assurer un suivi rigoureux de ce texte jusqu'à sa promulgation



Réformes ou politiques annoncées

RDC-Objectif : Tripler l'accès à l'électricité d'ici 2030 : le 13 août 2025 le nouveau ministre des Ressources hydrauliques et de l'Électricité, Aimé Sakombi Molendo, a annoncé une ambition claire : tripler la couverture électrique nationale d'ici 2030. Selon lepoint.cd, cette initiative vise à combler un déficit énergétique estimé à plus de 2 000 mégawatts et à améliorer l'accès à l'électricité pour la population congolaise. Le ministre a souligné que l'électricité et l'eau potable doivent être considérées comme des droits fondamentaux pour tous les Congolais, et non comme des privilèges réservés à quelques-uns





RDC- vers une électrification à grande échelle dans les milieux ruraux : L'Agence nationale de l'électrification et des services énergétiques en milieu rural et périurbain (ANSER) poursuit ses efforts pour améliorer l'accès à l'électricité dans les zones rurales. A en croire l'article publié par lepoint.cd, d'ici la fin de 2025, l'ANSER prévoit de produire 30 mégawatts d'énergie, desservant environ 459 330 ménages. Actuellement, 22 projets sont en cours d'inauguration sur les 49 prévus pour les cinq prochaines années.

RDC : Félix Tshisekedi nomme Teddy Lwamba à la tête de la SNEL : a en croire la publication de libregrandlac.com du 20 Septembre 2025, le président de la République, Félix Tshisekedi, a procédé, par l'ordonnance présidentiel, à un important changement à la direction de la Société Nationale d'Électricité (SNEL), en nommant Teddy Lwamba, ancien ministre des Ressources Hydrauliques et de l'Électricité, au poste du directeur général de cette entreprise publique.

Interventions des institutions (ARE, ANSER, ministère...)

L'ARE publie un rapport sur le Bilan de l'électricité en 2024 : L'Autorité de Régulation du secteur de l'Électricité (ARE) a publié son rapport annuel 2024, mettant en lumière les principales avancées du secteur énergétique congolais, marqué par une montée en puissance progressive, une amélioration de la gouvernance, mais aussi de nombreux défis à relever pour répondre à la demande croissante. Selon l'article publié par ecomine.cd le 02 Juillet 2025, entre 2020 et 2024, la production annuelle d'électricité est passée de 12 460 GWh à 13 625 GWh, soit une augmentation de 9,3 % ; la puissance installée a atteint 3 647 MW en 2024, dominée à 88,2 % par l'hydroélectricité et le nombre de clients raccordés en basse tension a augmenté de 38,9 % entre 2020 et 2024, atteignant près de 1,5 million d'abonnés.

L'INPP lance un programme de formation de plus de neuf cents jeunes sur les métiers verts en RDC : selon un article publié par www.environews-rdc.org le 11 Septembre, au total, 950 jeunes issus des villes de Kinshasa, Mbuji Mayi, Kananga et Matadi vont bénéficier d'une formation professionnelle gratuite axée sur les métiers verts en République démocratique du Congo. Ce projet, lancé par le ministre congolais des ressources hydrauliques, Molendo Sakombi, le 11 septembre à Kinshasa, vise à créer un vivier de talents pour les entreprises publiques et privées

www.cdcrnituri.org

Arrêt des travaux de construction de la centrale solaire de Basankusu : afin de concrétiser la vision du chef de l'état d'électrifier les zones profondes du pays, le Gouverneur de la province de l'Equateur, accompagné du caucus de députés de cette province, est allé à la rencontre de l'ANSER pour s'enquérir des raisons de l'arrêt du projet d'électrification actuellement exécuté dans leur province. Selon un article de anser.gouv.cd du 16 Août 2025, le PCA de l'ANSER, a présenté la bonne volonté de l'ANSER et du secteur privé exécutant le projet qui, malheureusement, sont butés au problème de financement



ANSER a atteint 65 projets en cours d'exécution et projette de desservir 62% de la RDC d'ici 2030 : dans un article publié par environews-rdc.org, le 6 Septembre 2025, l'Agence nationale de l'Électrification et des Services Énergétiques en milieu rural et périurbain (ANSER) a peint le tableau de la réussite de ses activités durant les cinq années de son existence. Elle a également apporté des précisions sur l'évolution du projet de déconstruction de la centrale hydroélectrique de Mbombo pour alimenter la ville de Kananga et ses périphéries, en énergie.



Le Ministre des Ressources Hydrauliques et Électricité, Aimé Sakombi Molendo à Kolwezi pour une mission de travail : selon l'information livrée par le ministère des Ressources Hydrauliques et Électricité, s'est rendu à Kolwezi le samedi 4 octobre 2025, pour une mission de travail axée sur l'inspection des installations et des projets stratégiques d'eau et d'électricité. Il a été accueilli par la Gouverneure Fifi Masuka Saina, au cours de cette rencontre, il a déclaré vouloir renforcer la gouvernance énergétique et réduire la dépendance extérieure du Lualaba en comblant environ un tiers du déficit énergétique de la province (soit 1000 sur 3000 MW).



Le Ministre Aimé Sakombi Molendo rassure la société civile de sa collaboration : selon le Ministère des Ressources Hydrauliques et de l'Électricité de la République Démocratique du Congo, le Ministre Aimé Sakombi Molendo a lancé, le 24 septembre 2025, un atelier sur le Programme Inga 3, organisé par l'ADPI-RDC. Ce projet énergétique, priorité présidentielle, est une chance historique pour le développement du pays. Le ministre a rassuré la société civile du Kongo-Central sur l'écoute de ses préoccupations.



www.cdcrniture.org

Rencontre entre ministre des Ressources Hydrauliques et de l'Électricité et l'Assemblée Nationale : selon AfricaNews Médias RDC, le jeudi 11 décembre 2025, le ministre des Ressources Hydrauliques et de l'Électricité, Aimé Sakombi Molendo, a été convié par la Commission ATI-NTIC (Aménagement du Territoire, Infrastructures et Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication) de l'Assemblée nationale. Lors de cette rencontre, il a exposé la politique nationale relative à la desserte électrique, tout en faisant le point sur l'avancement des projets majeurs du secteur, notamment celui d'Inga.



L'Autorité de Régulation du secteur de l'Électricité (ARE) de la République Démocratique du Congo se distingue à Power Africa Conference 2025 : selon un article publié le 22 octobre 2025 par are.gouv.cd, au cours de la période du 28 septembre au 2 octobre 2025, une forte délégation de l'ARE, a participé à la Power Africa Conference 2025 organisé au Caire, Capitale de l'Égypte, par l'Institute of Electrical and Electronics Engineers (IEEE). Cette Conférence de haut niveau est un événement majeur qui réunit chercheurs, ingénieurs et praticiens du monde entier pour discuter des dernières découvertes, des idées innovantes et des technologies émergentes dans le secteur des systèmes électriques. Dans ce cadre, la délégation de l'ARE a démontré les différentes réalisations de celle-ci depuis son opérationnalisation et leur impact dans l'amélioration du secteur de l'électricité en République Démocratique du Congo.



Rubrique 3 : Plaidoyers & revendications Actions de la société civile ou des communautés



Le CdC/RN appuie techniquement une réunion stratégique du Core Groupe sur l'accès à l'énergie en Ituri : selon un article publié par cdcrniture.org en date du 12 septembre 2025, cette rencontre a réuni les membres du Core Groupe, des représentants d'organisations de la société civile, ainsi que quelques partenaires techniques engagés dans le secteur énergétique local. L'objectif principal était de faire un état des lieux des initiatives en cours, identifier les défis persistants et proposer des pistes concrètes d'amélioration pour favoriser un accès équitable, fiable et durable à l'électricité dans la province

www.cdcrnituri.org

Kasaï oriental : CRONGD met face-à-face population et fournisseurs d'électricité autour de l'utilisation et paiement du courant : d'après l'article publié le 30 Septembre 2025 par coulisses.ne, le Conseil Régional des ONG de Développement (CRONGD), a sensibilisé lundi 29 septembre sur l'utilisation responsable de l'énergie électrique et le paiement régulier des factures. Cette campagne appuyée par 11 th our project et financée par Myriad USA s'est tenue à l'entrée du grand marché Bakwa Dianga, dans la commune de Dibindi, en présence de plusieurs habitants et responsables des entreprises de fourniture d'électricité au Kasaï oriental.



L'obscurité persistante à l'Hôpital Jason Sendwe dans le Haut-Katanga : La Société Civile alerte : dans un communiqué rendu public le 13 Décembre 2025, la Société civile du Haut-Katanga, à travers le Cadre provincial de concertation Gouvernance, Paix et Sécurité, tire la sonnette d'alarme face à l'absence prolongée de courant électrique à l'Hôpital général de référence Janson Nsendwe. Selon cette structure citoyenne, l'établissement hospitalier est plongé dans une obscurité totale depuis plus de deux semaines, une situation qu'elle qualifie de grave atteinte aux droits humains, peut-on lire sur katanga24news.cd.



Le Réseau Mwangaza conteste le pourcentage de taux d'électrification annoncé par le ministre de tutelle : dans une déclaration devant la presse le 13 Décembre, le réseau Mwangaza dit constater des chiffres contradictoires avancés par le ministre des ressources hydrauliques et électricité sur les taux d'accès à l'électricité. Il demande cependant, à Molendo Sakombi, l'harmonisation de ces derniers et l'exécution des projets d'électricité pour l'accès de tous les congolais à cette denrée indispensable.



Les revendications des communautés locales au sujet du projet de construction du barrage hydroélectrique INGA 3 : selon l'article écrit par www.radiookapi.net en date du 10 Juillet 2025, les communautés locales autour du projet de construction du barrage hydroélectrique Inga 3 ont plusieurs revendications concernant notamment l'impact social et environnemental du projet sur leurs terres et sur leurs moyens de subsistance.



Actions de la société civile ou des communautés

La scission de la SNEL, une thérapie ou bien un suicide énergétique programmé en RDC ? : selon la tribune de Tite LIONGI ENKONKOY, Expert en suivi-évaluation publié sur finances-entreprises.com, le 27 Septembre 2025, depuis maintenant plusieurs années, les industries de réseaux connaissent un bouleversement aussi bien au niveau de leurs structures qu'au niveau de leurs environnements. Il n'y a pas de plan de scission officiel de la SNEL en cours, mais plutôt un plan de redressement et de restructuration axé sur la modernisation des infrastructures, la digitalisation des services, l'amélioration des performances financières (désendettement, amélioration du recouvrement) et la transformation de ses opérations pour assurer un service public performant.

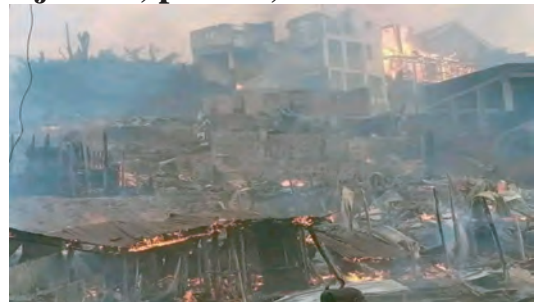


Christian Mbenga propose de systèmes hybrides pour pallier les coupures d'électricité à Kinshasa : d'après l'article publié par radiokapi.net, le 25 Septembre 2025, Les récentes coupures d'électricité à l'aéroport international de N'Djili, deux en l'espace de deux semaines, relancent le débat sur l'accès à une énergie fiable dans les infrastructures publiques en République démocratique du Congo. Christian Mbenga, coordonnateur énergie au sein de l'ONG Resource Matters, plaide pour la mise en place de systèmes hybrides, moins polluants et plus résilients. Ces solutions combineront l'énergie solaire, des batteries de stockage et des générateurs d'appoint.



Thématiques principales : accès, prix, injustice, pannes, etc

Bukavu-incendies : un incendie s'est déclaré le mardi 9 septembre 2025 sur l'avenue Nyachiduduma, au quartier Nyakavogo à Bagira. Il a réduit en cendres cinq maisons et plusieurs biens de valeur. Les acteurs de la société civile de Bagira pointent du doigt la mauvaise installation du courant électrique et surtout le raccordement frauduleux des câbles de la SNEL. Nous renseigne lesouverainlibre.info.



Uvira privée d'électricité suite à une portique haute tension qui s'est effondré à Cibitoke : selon l'article publié le 01 Septembre 2025 par rndt-rdc.com, la Société Nationale d'Électricité (SNEL), bureau d'Uvira, a informé sa clientèle qu'un incident majeur est survenu sur la ligne haute tension de 70 kv reliant Bukavu à Bujumbura. Il s'agit d'un portique qui s'est écroulé le 30 septembre dans la région de Cibitoke, provoquant des perturbations dans la fourniture d'électricité.



Kinshasa/Une incompréhension professionnelle tourne au drame : selon un article publié par foxtime.cd en date du 13 Décembre 2025, un jeune technicien de la SNEL a trouvé la mort sur un poteau, victime d'une incompréhension avec ses collègues restés à la cabine électrique à Kimbwala. Le fait s'est déroulé le vendredi 12 décembre 2025, alors qu'il était en plein exercice de son travail sur l'avenue du marché, au quartier Kimbwala dans la commune de Ngaliema, il a été court-circuité après la remise du courant par ses collègues pendant que ce dernier était encore accroché sur un poteau.





ESPACE PUBLICITAIRE

RÉSEAU MWANGAZA : POUR UNE ÉLECTRICITÉ AU SERVICE DES CONGOLAIS

En 2025, le secteur énergétique de la RDC a franchi des étapes cruciales. Au cœur de ces transformations, le Réseau Mwangaza s'est imposé comme le défenseur d'une transition énergétique juste, transparente et inclusive. Nous croyons que l'accès à l'énergie n'est pas un privilège, mais un droit fondamental pour chaque citoyen.

NOS RÉALISATIONS PHARES EN 2025

- Réseau a été en première ligne pour analyser et critiquer l'Ordonnance-Loi n°25/025. Nous avons exigé une consultation inclusive afin que la modification de la loi de 2014 ne sacrifie pas la décentralisation énergétique au profit d'une centralisation excessive.
- Exigence de Transparence des Données: Face à la confusion sur les statistiques nationales, nous avons interpellé le Gouvernement pour l'harmonisation des chiffres sur le taux d'accès à l'électricité. Notre objectif : des données fiables pour des investissements réellement orientés vers les ménages et les PME.
- Vigilance sur le Mix Énergétique : Mwangaza a activement recommandé l'accélération du mix énergétique, plaidant pour que les projets solaires et hydroélectriques décentralisés soient la priorité pour désenclaver les zones rurales et périurbaines.



NOTRE VISION POUR DEMAIN "Une RDC

où l'énergie n'est plus une barrière au développement, mais le moteur de l'entrepreneuriat et du bien-être social."

REJOIGNEZ LE COMBAT POUR LA LUMIÈRE "Soutenez les actions du Réseau Mwangaza pour une gouvernance transparente des ressources énergétiques." Contact :
Coordination Nationale, Kinshasa / Ituri
Web : www.reseaumwangazardc.org |
Email : info@reseaumwangaza.org

Rubrique 4 : Témoignages et terrain

Réalités sur l'accès à l'électricité dans certaines provinces

Les réalités sur l'accès à l'électricité en République Démocratique du Congo dépend d'une province à l'autre. À la fin de l'année 2025, le gouvernement congolais a affiché un taux d'accès national de 21,5 %. Si ce chiffre semble encourageant par rapport aux années précédentes, il cache une disparité violente. En réalité, ce taux est gonflé par l'autoconsommation des entreprises minières et l'explosion des kits solaires privés. Le raccordement stable au réseau public (SNEL) pour les ménages, lui, peine à dépasser les 12 %.

Voici l'analyse détaillée par zone géographique

a. Kinshasa : la capitale Congolaise est entre l'ombre et la lumière (44 % à 48 % d'accès)

Bien que Kinshasa détienne le taux le plus élevé du pays, la qualité de service s'est dégradée entre juillet et décembre 2025. Environ 70 % des abonnés ont subi des délestages tournants. L'vétusté des cabines de transformation fait que, même dans les quartiers dits "électrifiés", l'accès à l'électricité n'est disponible que 4 à 6 heures par jour dans certaines communes comme Kimbanseke ou Ngaliema.

c. Le Grand Katanga (Haut-Katanga et Lualaba) L'énergie des mines (27 % à 32 % d'accès).

C'est la région la plus paradoxale. Si le taux affiché est haut, c'est parce que l'industrie minière capte près de 80 % de l'énergie produite. Pour la population civile de Lubumbashi ou Kolwezi, l'accès réel et stable à l'électricité ne concerne que 15 % des ménages. Le second semestre 2025 a été marqué par une tension entre la demande industrielle croissante et les besoins domestiques.

e. Le Kongo-Central : Le paradoxe d'Inga (16 % à 20 % d'accès)

Bien que la province abrite les barrages d'Inga I et II, l'accès reste inégal. Si les villes sur le corridor Kinshasa-Matadi s'en sortent mieux, les zones rurales reculées stagnent à moins de 5 %. L'essentiel de l'énergie produite ne fait que transiter vers la capitale ou vers le sud minier.

g. Le Grand Équateur et le Maniema : L'isolement total (1 % à 3 % d'accès)

Ces provinces restent dans une situation de précarité énergétique extrême. Il n'existe quasiment aucun réseau public fonctionnel. L'accès se résume à quelques centres administratifs ou hôpitaux alimentés par des panneaux solaires ou des groupes électrogènes privés.

b. Nord-Kivu : Le modèle de l'Est (18 % à 22 % d'accès).

Grâce à des initiatives privées comme Virunga Energies, Goma affiche des statistiques bien supérieures à la moyenne nationale. Cependant, la période de juillet à décembre 2025 a été sombre pour les zones rurales : dans les territoires sous influence de conflits (Rutshuru, Masisi), l'accès est tombé à moins de 2 % suite aux sabotages répétés des lignes haute tension.

d. Le Sud-Kivu : La fragilité du réseau (12 % à 15 % d'accès).

La province dépend presque exclusivement des centrales de Ruzizi. Entre juillet et octobre 2025 (fin de la saison sèche), la baisse du niveau des eaux a entraîné une chute de production de 30 %, plongeant Bukavu dans une instabilité énergétique chronique avant le retour des pluies.

f. L'Espace Grand Kasai : L'urgence absolue (3 % à 6 % d'accès)

C'est la zone la plus délaissée. À Kananga et Mbuji-Mayi, l'électricité est un produit de luxe. Durant ce second semestre 2025, l'espoir a reposé sur les mini-réseaux solaires de l'ANSER. Sans ces solutions "hors-réseau", le taux d'accès tomberait à moins de 1 % pour l'ensemble de l'espace Kasaien.

h. Milieux ruraux : un taux d'accès qui reste marginal

Malgré les discours officiels, le taux d'accès à l'électricité en milieu rural stagne autour de 1 % à 1,5 % à la fin de l'année 2025. L'exclusion du réseau national : La SNEL (Société Nationale d'Électricité) reste quasi inexistante dans les territoires profonds. L'extension des lignes haute tension vers les villages est jugée trop coûteuse et non prioritaire par rapport aux centres industriels. La dépendance au bois-énergie : Pour plus de 95 % des ménages ruraux, l'énergie reste synonyme de bois de chauffe et de charbon de bois (makala), entraînant une déforestation massive, notamment autour des aires protégées.

En résumé, le grand changement de cette fin d'année a été la montée en puissance du solaire décentralisé. On estime que 25 % des nouveaux raccordements réalisés entre juillet et décembre 2025 l'ont été via des kits solaires ou des mini-réseaux, prouvant que la SNEL n'est plus la seule réponse à la crise énergétique du pays.

Rubrique 5 : Analyse et perspectives

Synthèse des tendances observées

Durant ce dernier semestre 2025, plusieurs tendances majeures ont marqué le secteur énergétique en RDC.

Le Solaire de survie : La tendance majeure de fin 2025 est l'explosion des kits solaires domestiques et des mini-réseaux privés. Pour la première fois, la croissance de l'accès à l'électricité ne vient plus de la SNEL, mais du secteur privé et des agences comme l'ANSER.

Priorité à l'industrie : Le gouvernement a clairement privilégié la stabilisation du courant pour le secteur minier (Katanga/Lualaba) afin de garantir les recettes de l'État, laissant les zones résidentielles gérer une pénurie chronique.

Transparence contestée : Un débat s'est installé entre les chiffres officiels (21,5 % d'accès) et la réalité des ménages (estimée plus proche de 13 %). Cette guerre de chiffres a poussé la société civile à exiger des données plus précises sur ce qu'on appelle réellement "avoir accès" (une ampoule solaire suffit-elle à compter un ménage ?).

Défis récurrents

La République démocratique du Congo (RDC) possède un immense potentiel énergétique, notamment hydroélectrique, estimé à environ 774 gigawatts. Cependant, moins de 3 % de ce potentiel est actuellement exploité, laissant plus de 80 % de la population sans accès à l'électricité. Plusieurs études ont identifié six défis majeurs entravant le développement du secteur énergétique en RDC.

Vétusté "terminale" du réseau : à Kinshasa, la majorité des coupures ne vient plus d'un manque de production à Inga, mais de l'explosion des cabines de quartier et des câbles souterrains datant de l'époque coloniale.

Enclavement énergétique du Centre : le Grand Kasai reste le "trou noir" du pays. L'absence de grandes lignes de transport haute tension rend la région dépendante de projets solaires encore trop petits pour l'industrie locale.

Le facteur climatique : la fin d'année 2025 a confirmé que les centrales hydroélectriques (Ruzizi, Inga) sont de plus en plus vulnérables aux cycles de sécheresse prolongée, rendant la production instable pendant 4 à 5 mois de l'année.

Opportunités pour les 6 mois à venir (Janvier - Juin 2026)

Le premier semestre 2026 s'annonce comme une période charnière avec plusieurs leviers activables :

Accélération du Fonds Mwinda :

Suite aux appels à projets de fin 2025, le début de 2026 devrait voir le déblocage de financements pour des mini-réseaux verts dans les 145 territoires. C'est l'opportunité pour les provinces oubliées (Équateur, Maniema) de voir leurs premiers raccordements modernes.

Avancées sur Inga 3 et Kinsuka:

Avec le soutien renouvelé de partenaires internationaux (Banque Mondiale, France), les travaux préliminaires ou les signatures de contrats finaux pour Inga 3 et le barrage de Kinsuka (2,8 milliards USD) pourraient redonner de l'espoir à la zone Ouest

Réforme de la SNEL :

Le passage de la SNEL au statut d'opérateur de transport (OTS) d'ici fin 2026 offre une opportunité pour les opérateurs privés de produire et vendre leur énergie sur le réseau public, ce qui pourrait réduire rapidement les délestages à Kinshasa et Lubumbashi

Normalisation du solaire :

L'adoption attendue de nouvelles normes de qualité pour les équipements solaires début 2026 devrait assainir le marché et protéger les ménages contre les batteries et panneaux de mauvaise qualité qui inondent actuellement le pays.

Conclusion

Si les six derniers mois de 2025 ont été marqués par la résilience face aux pannes, les six premiers mois de 2026 seront ceux de la structuration. Le pays sort du "tout hydroélectrique" pour embrasser un mix énergétique où le solaire et le privé deviennent les piliers de l'électrification rurale.

